



**HAL**  
open science

# Les protecteurs. Le rôle des gardes-frontières dans la surveillance des frontières occidentales de l'URSS (1917-1939)

Sabine Dullin

► **To cite this version:**

Sabine Dullin. Les protecteurs. Le rôle des gardes-frontières dans la surveillance des frontières occidentales de l'URSS (1917-1939). *Frontières du communisme, La Découverte*, pp.379-405, 2007, 9782707153210. 10.3917/dec.coeur.2007.01.0379 . hal-03299732

**HAL Id: hal-03299732**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03299732>**

Submitted on 26 Jul 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike | 4.0 International License

---

## Les protecteurs. Le rôle des gardes-frontières dans la surveillance des frontières occidentales de l'URSS (1917-1939)

Sabine Dullin

In: Sophie Coeuré et Sabine Dullin (dir.) *Frontières du communisme*, 2007, La Découverte, p. 379-405

« Les conditions du service de garde de la frontière doivent attirer tout particulièrement l'attention. Au vu de la dispersion, de l'éparpillement sur toute la ligne frontalière des commandements, des postes et des piquets de garde, trop peu nombreux, en l'absence le plus souvent des commodités élémentaires d'existence du fait des conditions spécifiques du service, puisque celui-ci se passe à ciel ouvert sous des climats divers/humidité, lieux de marais/, on ne peut pas ne pas fournir aux soldats les vêtements de base<sup>1</sup>. Là-bas, sur la frontière, il faut tenir compte tout particulièrement de la qualité et du moral des soldats. Des gardes-frontières mécontents, à demi vêtus, se feront beaucoup plus facilement corrompre par les contrebandiers et par les espions qui trouvent, et cela a déjà eu lieu, un terrain favorable pour leur travail dans de telles circonstances<sup>2</sup> ». Les inquiétudes exprimées ici par Felix Dzeržinskij, président de la Tcheka, semblent bien loin lorsque l'on regarde les photographies de gardes-frontières présentées aux actualités cinématographiques ou dans les journaux de la deuxième moitié des années 1930. Chaudement emmitouflés, le regard décidé, le port volontaire et impeccable, les gardes-frontières participent du mythe de la forteresse imprenable et nourrissent l'imaginaire collectif des jeunes générations de patriotes soviétiques. Valorisés par la propagande [voir Barthélémy, dans cet ouvrage], les gardes-frontières, même si leur vie réelle reste bien en deçà de l'image colportée, ont les pleins pouvoirs dans la zone frontière et ont incontestablement vu leur situation

---

1. Dzeržinskij en dresse la liste : capotes, vareuses, chalvars (pantalons larges), chalvars chauds, papakha (bonnets caucasiens), caleçons chauds, douillettes, pelisses courtes, bottes de feutre, moufles et chaussures.

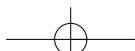
2. Note au Comité central, 1<sup>er</sup> septembre 1921, Archives d'Etat russes d'histoire politique et sociale (RGASPI), 76/3/228.

matérielle s'améliorer et leur statut s'affermir au cours des années 1930, au point de susciter des vocations. Que signifie cette place particulière donnée au garde-frontière ? Est-ce là le signe que la frontière soviétique est d'un type nouveau ?

La garde de la frontière n'est pas en tant que telle une nouveauté de l'entre-deux-guerres, ni une création spécifique de l'État soviétique. Le contrôle des allers et venues des biens et des personnes à la périphérie du territoire pour des raisons économiques, politiques et militaires a caractérisé les politiques des États modernes. Ce contrôle, en particulier des entrées, prend cependant un caractère de plus en plus systématique au *xx<sup>e</sup>* siècle avec la délivrance des passeports et des visas, qui se fait en amont des allers et venues. L'efficacité relative de cette barrière de papiers ne dispense pourtant pas les États d'une surveillance physique de la ligne frontière afin de lutter contre son franchissement illégal. Cette question se pose pour tous les États soucieux de limiter l'immigration dans l'entre-deux-guerres. Ainsi aux États-Unis, la proposition de créer un organe distinct et permanent pour contrôler les mouvements illégaux de part et d'autre de la frontière est faite dès février 1918 et aboutit à la création de la police des frontières en 1924 [Torpey, 2005, p. 150].

Dans l'ancien espace de l'Empire russe, la surveillance des frontières conserve son rôle protectionniste traditionnel. Mais elle prend aussi une dimension politique et symbolique nouvelle avec la lutte idéologique ouverte par la révolution russe et l'affirmation nationaliste de chaque nouvel État de la région. La gestion de la sortie de guerre, en particulier du rapatriement des réfugiés, témoigne d'une mise en pratique des nouvelles appartenances où la frontière joue le rôle d'un tamis, triant les bons citoyens et rejetant les autres. Les camps de quarantaine installés sur le pourtour de la Russie bolchevique sont censés fonctionner comme des filtres politique, ethnique et sanitaire même si, dans les faits, ils se révèlent bien souvent des foyers de misère, de corruption et de maladie [Baron, Gatrell, 2004].

Lauri K. Relander, gouverneur de Vyborg dans la nouvelle Finlande indépendante, s'énerve en 1920 de devoir accueillir un « flux ininterrompu de réfugiés qui jaillit à travers la frontière » alors même que sa province devrait « devenir le bastion défensif entre l'Est et l'Ouest » [Nevalainen, 2003, p. 72]. De l'autre côté à Beloostrov, les autorités soviétiques s'inquiètent de la contrebande et de l'importation de littérature subversive par les centres émigrés. Dans leur pratique quotidienne, les gardes-frontières ont de part et d'autre les mêmes problèmes à gérer : épidémies, flux incontrôlés de contrebandiers, de réfugiés parmi lesquels il s'agit de dépister les espions du camp d'en face, surveillance du loyalisme des habitants des zones frontières.



Cependant, la figure du garde-frontière prend un relief particulier en URSS. L'idéologie de la lutte des classes empêche le développement d'une représentation du territoire qui puisse mettre en valeur des frontières dites historiques ou naturelles pour en sacréaliser la délimitation. Les frontières étatiques sont conçues comme provisoires et les limites de souveraineté nationale comme intérieures à un espace révolutionnaire en expansion. La dévaluation politique et juridique de tous les types de frontières apparaît comme une spécificité soviétique qui inquiète d'ailleurs les nouveaux États limitrophes soucieux de garantir l'intangibilité des leurs. Cette indétermination territoriale inhérente au projet bolchevique favorise de ce fait la prégnance de représentations idéologiques de la patrie. Les supports iconographiques empruntent soit au registre guerrier (forteresse assiégée, encerclement capitaliste), soit au registre humain (famille ou foyer socialiste). Dans ce cadre, la garde de la frontière est plus parlante à l'imaginaire collectif que la frontière elle-même. Ce sont les hommes qui protègent le foyer socialiste à sa périphérie, bien plus que les rivières ou les marais, qui incarnent la réalité de la frontière.

Nous verrons tout d'abord en quoi le développement du corps des gardes-frontières qui atteint à la fin des années 1930 100 000 hommes contribue à forger une image de la frontière comme cordon humain de protection. Puis il s'agira de nous interroger sur le métier du garde-frontière alors qu'à partir de 1917, le passage de la frontière devient aussi un filtrage idéologique. Enfin, nous envisagerons les évolutions de ce métier à partir de 1935, lorsque la bonne frontière devient, du point de vue du Kremlin, la frontière que l'on ne passe pas.

#### LA MISE EN PLACE D'UN CORDON DE GARDES-FRONTIÈRES

La réactivation de la surveillance de la frontière s'est posée au régime soviétique dès octobre 1917, avant même l'existence de frontières précises. Pour les bolcheviks, l'urgence est d'abord fiscale. Il s'agit d'éviter la fuite massive des capitaux et des objets précieux de Russie. La direction principale de la garde de la frontière (*Glavnoe upravlenie pograničnoj ohrany*) est alors reformée selon le modèle d'avant la révolution et dépend des Finances comme sous l'ancien régime<sup>3</sup>. Sa

---

3. Il existe un corps spécifique de gardes-frontières en Russie depuis 1893. Il dépend des Finances. Le 1<sup>er</sup> juillet 1918, la Direction principale de la garde de la frontière ainsi que le Département de perception des douanes passent aux mains du Commissariat du peuple à l'Industrie et au Commerce, *Pograničnye vojska SSSR 1918-1928*, tome 1, Moscou, Nauka, 1973, p. 69-71.

fonction militaire se renforce cependant à la faveur des opérations de la guerre civile sur le front Nord-Ouest. Les gardes-frontières, soldats rouges aux côtés des autres, protègent la frontière des percées militaires, participent par le contrôle et le nettoyage de la zone du front à la défense de la patrie socialiste attaquée. Celle-ci s'incarne alors dans un régime plutôt que dans un territoire. L'espace a cependant déjà son importance. Le centre révolutionnaire et la périphérie contre-révolutionnaire sont des notions surtout politiques mais elles fondent une géographie quoiqu'imprécise du territoire.

Le contrôle des frontières, qui porte d'emblée sur les flux des biens et des personnes, prend une dimension politique lorsqu'en novembre 1920, la garde de la frontière est placée sous la tutelle de la Tcheka. C'est au moment de la signature des traités de paix et de l'établissement des frontières avec les pays limitrophes à l'Ouest entre l'automne 1920 et le printemps 1921 que la question de la garde de la frontière devient un objet de préoccupations tant au niveau local que central. Il occupe l'ordre du jour du Bureau politique, en mai puis en août 1921<sup>4</sup>. Trotski, commissaire du peuple à la guerre, fait à ce moment-là un voyage d'inspection sur les frontières occidentales de la Russie soviétique. Toutefois, jusqu'à la fin 1922, il n'existe pas de corps spécifique de gardes-frontières et la surveillance des frontières est alors assurée par les régiments de l'Armée rouge. C'est seulement le 25 octobre 1922 que se crée, sur proposition du département de contre-espionnage, un corps indépendant de gardes-frontières (*otdel'nyj pograničnyj korpus*<sup>5</sup>). Dirigé par Artuzov, il est subordonné au contre-espionnage au sein des départements du GPU et une commission présidée par Unšlikht évalue les effectifs à atteindre à 50 000 hommes<sup>6</sup>. La mise en place du corps des gardes-frontières est donc une affaire de sécurité politique qui relève du contre-espionnage. Elle constitue l'une des réponses du régime soviétique aux dangers extérieurs que recèle l'étranger proche dans le contexte de la sortie de la guerre civile et de la consolidation des républiques soviétiques face aux États hostiles.

Dans les années 1920, se forme peu à peu un cordon de gardes-frontières. La structure institutionnelle est pyramidale avec des régiments frontières<sup>7</sup> dont dépendent les « kommandatures » qui commandent aux

4. Protocoles du Politburo, RGASPI, 17/3/164 et 193.

5. Le corps est renommé *otdel pogranohrany* en juillet 1923 puis *glavnoe upravlenie pograničnoj ohrany (GUPO) i vojsk OGPU* en 1929.

6. Note d'Unšlikht pour l'Orgburo du CC, 29 juillet 1922, RGASPI, 17/84/393 ; protocole n°42 du bureau du Secrétariat du CC, 4 janvier 1923, 17/84/328 ; protocole n°10 réunion du plenum du CC, 18 décembre 1922, 17/2/87.

7. 17 régiments frontières au début des années 1930 dans les trois régions militaires de Leningrad (3), de Biélorussie (7) et d'Ukraine (7). En Biélorussie, dans le 13<sup>e</sup> régiment,

différents postes frontières (*zastav*) et aux groupes mobiles. Les postes s'organisent de manière linéaire. Appelés aussi *kordony*, ils sont placés de loin en loin dans la zone des 500 mètres derrière la ligne frontière avec chacun un effectif autour d'une trentaine de gardes-frontières. Ceux-ci se répartissent ensuite dans des piquets avancés le long de la section de frontière à contrôler<sup>8</sup>.

Comme toutes les administrations soviétiques, le département des gardes-frontières exige régulièrement une augmentation de ses effectifs et de son budget. Avant même la création d'un département spécifique, les demandes adressées à Dzeržinskij étaient nombreuses. Ainsi, le Comité central du parti communiste d'Ukraine écrit en août 1921 pour obtenir des gardes-frontières supplémentaires arguant d'une forte dissymétrie sur le terrain avec, côté polonais, 70 hommes par verste<sup>9</sup> et, côté soviétique, 4 hommes par verste. Le débat sur les effectifs devient crucial fin 1923, lors de la discussion du budget de la nouvelle OGPU. Ainsi dans la liste des éléments à réunir pour préparer le budget, Dzeržinskij demande à son adjoint, Iagoda, les chiffres des gardes-frontières à l'époque tsariste<sup>10</sup>. L'argument est ensuite récurrent, même si les frontières de l'URSS ne sont pas identiques à celles de l'Empire russe. Les effectifs soviétiques restent alors en deçà de ceux de la garde des frontières tsariste qui, en 1913, comptait 40 000 à 45 000 hommes avec 35 brigades et 2 corps spéciaux<sup>11</sup>.

L'usage dans les rapports administratifs est de dissocier, comme le faisaient leurs prédécesseurs, les frontières occidentales qui englobent les trois régions militaires de l'Ouest, à savoir celle de Léningrad, celle de Biélorussie et celle d'Ukraine, et les frontières asiatiques comprenant celles de Transcaucasie, d'Asie centrale et d'Extrême-Orient.

Si les demandes du jeune département des gardes-frontières doivent compter avec le nombre de conscrits et les besoins de la défense, elles n'en apparaissent pas moins prioritaires dans l'allocation des ressources

---

celui de Polotsk, il y a par exemple 9 postes-frontières et 2 groupes mobiles d'artillerie et de cavalerie.

8. Rapport sur la garde de la frontière dans la région militaire de Leningrad, 6 avril 1925, Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), 374/28/748.

9. Ce chiffre intègre sans aucun doute les soldats des unités polonaises stationnées de l'autre côté de la frontière, ce que l'on se garde de faire côté soviétique.

10. Note manuscrite de Dzeržinskij pour Iagoda, 15 novembre 1923, RGASPI, 76/3/305. Pour obtenir des effectifs, l'un des réflexes des administrations qui plaident, lorsque cela les arrange, une nécessaire continuité avec l'ancien régime, est de comparer leur situation avec la situation prérévolutionnaire.

11. 4 brigades sur la mer baltique, 10 sur la frontière de Prusse, 6 sur la frontière autrichienne, 2 sur la frontière roumaine, 3 sur la mer Noire, 5 sur la frontière ottomane et perse, 1 en Asie centrale et 4 en Mandchourie avec deux corps spéciaux sur la mer Blanche et la mer d'Azov, [*Na straže granic*, 1998, p. 235-258].

entre les différents corps militaires de l'OGPU. En janvier 1925, le nombre des gardes frontières est fixé par une commission du Bureau politique à 31 000 hommes. 30 % d'entre eux surveillent la frontière occidentale. Un rapport de l'Inspection ouvrière et paysanne de juin 1925 considère que le nombre de gardes-frontières sur la frontière européenne est, contrairement à la situation sur la frontière asiatique, satisfaisant même s'il n'atteint pas le chiffre d'avant-guerre. Il propose cependant d'augmenter leur nombre de 9 321 à 12 671<sup>12</sup>. À partir de 1927 et plus encore dans les années 1930, le nombre des gardes-frontières ne cesse d'augmenter chaque année<sup>13</sup>. Iagoda obtient en septembre 1930 2 500 hommes supplémentaires<sup>14</sup>. En mars 1932, l'augmentation, soutenue par l'état-major de l'Armée rouge qui l'intègre dans ses plans de mobilisation, est très importante : 13 500<sup>15</sup>. En 1936, on atteint le double du chiffre d'avant-1914 et en 1938, l'on dépasse sur l'ensemble de la frontière soviétique les 110 000 gardes-frontières. En 1941, à la veille de la guerre, ce sont plus de 70 000 hommes qui surveillent les seules frontières occidentales.

Au-delà du chiffre global, les demandes d'effectifs pour les gardes-frontières prennent la forme d'une arithmétique déjà présente avant la révolution : un nombre d'hommes et de chevaux par verste puis kilomètre de frontière, le calcul d'une densité (*plotnost'*). En 1925, des calculs minutieux sont faits secteur par secteur afin d'établir les densités de garde sur la frontière européenne de l'Estonie jusqu'à la Roumanie (soit 2 875 km). Cela aboutit à la moyenne de 3,2 hommes par km – 1,1 au moment de la relève –, ce qui exige des augmentations d'effectifs afin d'atteindre 4 hommes par km – 1,3 en période de relève<sup>16</sup>. Ce type de calcul se maintient par la suite, de manière inchangée. Ainsi en 1937, Ežov, alors chef du NKVD, évalue la densité de garde sur la frontière en Carélie à 0,9 homme par km et dans la région de Mourmansk à 1,7 homme par km et entre 2,5 et 4 hommes par km sur les frontières avec l'Estonie et la Lettonie<sup>17</sup>. Son successeur Beria fait de même à l'adresse de Staline au sortir de la guerre, indiquant pour les nouvelles frontières 9 hommes par km sur les 428 km de frontière biélorusse et 10,2 hommes par km pour les 440 km de frontière ukrainienne<sup>18</sup>.

---

12. Protocole de la réunion de l'inspection militaire du NK RKI, 16 juin 1925, GARF, 374/28/748.

13. GARF, fonds 8418, *passim*.

14. *Ibid.*, 4/191.

15. *Ibid.*, 6/175.

16. *Ibid.*, 374/28/748.

17. Ežov à Molotov, 20 juin 1937, *ibid.*, 8418/12/390.

18. Beria à Staline, 20 juillet 1944, *ibid.*, 9401/2/66.

Ces calculs de moyenne finissent par imposer une image, celle du cordon. Celle-ci est cependant très éloignée de la pratique réelle de la surveillance des frontières.

Sur le terrain, l'occupation de la frontière est en fait discontinue. Les soldats sont regroupés à proximité des points de passage légaux et concentrés dans les secteurs frontaliers à risque et à forte circulation illégale. La discontinuité est encore plus grande sur les frontières maritimes où les moyens sont très faibles : en 1925, il y a en tout et pour tout 28 navires de patrouille pour les secteurs d'Arkhangelsk, Mourmansk jusqu'à Pskov avec 380 membres d'équipage. Les projecteurs et les feux de signalisation font défaut ainsi que les canots à moteur pour poursuivre les contrebandiers en eaux peu profondes<sup>19</sup>.

Par ailleurs, la lutte contre les activités de contrebande et d'espionnage se fonde sur la mobilité et se sert avant tout du renseignement. « La nuit, dans la forêt, un contrebandier ou un espion peut traverser la frontière à dix pas du sentinelle. L'arrestation n'est possible que grâce à un réseau d'informateurs dans la zone frontalière et de l'autre côté de la frontière<sup>20</sup>. » Cette simple remarque, dite en passant, réduit à néant la belle représentation proposée par l'administration des gardes-frontières du cordon continu de gardes-frontières censé protéger le territoire.

La réforme du 1<sup>er</sup> mai 1924 établit une symbiose entre le travail proprement militaire des troupes-frontières et le travail tchékiste d'information et de renseignement des organes qui, de 1922 à 1924, relevait de deux directions différentes. Même les sentinelles ont des fonctions de renseignement. Il s'agit de recueillir des informations d'ordre militaire sur la garde-frontière d'en face. L'image publique des gardes-frontières faisant des tours de garde, organisant des embuscades, assurant des rondes et des patrouilles dissimule ainsi le principal : le travail du poste-frontière dans le dépistage des réseaux de contrebande et d'espionnage. Les chefs des postes-frontières en lien avec le secteur opérationnel secret du régiment ont donc pour tâche essentielle de recruter des informateurs, très souvent parmi les réfugiés (*perebežčiki*) qui viennent des pays limitrophes. L'envoi d'agents de l'autre côté de la frontière chargés d'infiltrer les organisations de contrebande, les réseaux d'entraide pour les réfugiés et les centres émigrés est une pratique courante. Dès 1921, les responsables du parti en Ukraine réclament que la section roumaine de Moscou envoie 30 roumanophones ou moldavophones pour le travail tchékiste dans le département spécial

---

19. Rapport de l'inspection du LVO et de la flotte baltique du 6 avril 1925, *ibid.*, 374/28/748, p. 41.

20. *Ibid.*, p. 39.

sur la frontière<sup>21</sup>. En direction de la Pologne, le travail de renseignement est particulièrement important. Début juillet 1925, les chefs de l'OGPU demandent le renforcement du travail d'espionnage dans la zone-frontière par une augmentation du nombre d'agents pour contrer les nombreuses incursions polonaises en territoire soviétique et le travail des centres émigrés<sup>22</sup>. Les failles ne manquent pourtant pas dans ce dispositif d'espionnage. Citons à titre d'exemple le problème du téléphone dans les zones-frontières. À la fin des années 1920, un audit soviétique révèle que les services de renseignement étrangers peuvent écouter les conversations téléphoniques échangées entre les différents postes-frontières. Le réseau de communication télégraphique et téléphonique (mise en place de 2 500 km de lignes le long de la frontière occidentale depuis l'été 1927) s'avère en effet déficient<sup>23</sup> !

Peu proche de la pratique réelle des postes frontières, la représentation de la garde de la frontière qui ressort du discours administratif sur elle est pourtant bien la représentation physique, concrète d'un véritable cordon d'hommes répartis de manière égale sur l'ensemble du pourtour de la patrie socialiste. L'image forte de cette présence humaine enveloppante est renforcée par le dispositif linéaire qui lui est associé.

Dans les règlements sur la garde de la frontière édictés en 1923 et 1927, il est prévu de laisser sans construction, sans arbres et sans plantations d'aucune sorte une bande de 4 mètres le long de la frontière et de construire un chemin de ronde dans la zone de 500 mètres réservée aux gardes-frontières et s'étendant entre la ligne frontière et les postes frontières à l'arrière. Ces deux ceintures autour du pays sont là pour assurer au garde-frontière l'espace linéaire comme transparent nécessaire à son travail de surveillance. Sur le terrain, ce dispositif a bien du mal à se mettre en place et à devenir visible. D'abord, Iagoda, chef de l'OGPU, reconnaît lui-même le 1<sup>er</sup> octobre 1926 le caractère impraticable du règlement de 1923 qui ne tenait pas compte de la variété des situations. Ainsi, il s'avérait impossible d'interdire les 4 mètres et même les 500 mètres réglementaires sur les littoraux et les berges des fleuves et des étangs frontaliers à moins d'interdire la pêche. Cela fut donc retiré du règlement modifié de 1927<sup>24</sup>. Ensuite, les travaux de défrichage et de nettoyage furent très inégaux d'un secteur à l'autre.

---

21. RGASPI, 17/3/193.

22. *Ibid.*, 76/3/364.

23. Protocoles de la commission chargée d'améliorer les communications dans la zone-frontière, 1928-29, GARF, 8418/2/87 ; lettre de Čubar' au Conseil du travail et de la défense, 19 juillet 1929, *ibid.* 3/135.

24. *Ibid.*, 5446/8/320.

Ceux-ci démarrèrent plus vite là où les commissions mixtes de gestion de la frontière fonctionnaient<sup>25</sup>. Lors d'une réunion le 3 septembre 1926, on constate que sur un certain nombre de secteurs de la frontière, les bornes frontières manquent, ce qui entraîne des passages accidentels de la frontière conduisant à des conflits avec les États limitrophes<sup>26</sup>. L'abornement et le défrichement sont achevés sur une grande partie de l'isthme de Carélie en décembre 1925. Cependant du golfe de Finlande au canal de Sestroretsk et en Carélie orientale, les travaux de démarcation sont retardés du fait de divergences sur l'endroit exact où doit passer la ligne frontière [Rupassov, Čistikov, 2000, p. 87]. Sur la frontière estonienne, l'essentiel du travail est fait sans concertation avec les Russes. La frontière est bordée de fil de fer payé par Tallin, tandis que deux tours avec projecteurs et un pont ont été construits sur le budget de la ville de Pskov soucieuse de venir à bout d'un très haut niveau de contrebande<sup>27</sup>. Sur les frontières polonaise et roumaine, les travaux prennent du retard sauf sur la partie de l'ancienne frontière austro-russe. En avril 1931, le travail est loin d'être commencé partout ni pour défricher les 4 mètres, ni pour faire les chemins de ronde. Les républiques d'Ukraine et de Biélorussie obtiennent un délai supplémentaire de 3 ans. Les autorités de Minsk ont fait établir la longueur d'un tel chemin de ronde qui serait de 648 km et présenté le devis des travaux d'aménagement considérables que cela impose (construction de ponts, de remblais, de fossés d'écoulement, de tronçons de routes pour traverser les forêts et les marais), refusant de le prendre en charge sur leur propre budget<sup>28</sup>.

Le terrain d'activité des gardes-frontières s'étend encore plus loin. Dès 1923, une double zone frontière de 7,5 et 22 km (12 milles sur les frontières maritimes) est également mise en place. Les droits d'y entrer et d'y résider sont restreints. Au commissariat aux Affaires étrangères, on s'interroge cependant sur ces limites administratives qui restent, en l'absence de panneaux indicateurs, virtuelles pour les populations<sup>29</sup>. En coordination avec les douaniers, les unités militaires et les commandatures de la police politique, les gardes-frontières y ont les pleins pouvoirs. Les tâches des gardes-frontières vont en effet au-delà du contrôle

---

25. Note de Iagoda et Litvinov au Sovnarkom, 2 juin 1927, *ibid.*, 8a/399.

26. Protocole de la réunion sur les bornes-frontières (NKID, NKVD, département des gardes-frontières, Finances), 3 septembre 1926, *ibid.*, 89.

27. Rapport d'enquête sur la garde de la frontière dans la région militaire de Leningrad, 6 avril 1925, *ibid.*, 374/28/748.

28. Information de l'OGPU du 16 décembre 1930, décret du STO, avril 1931, *ibid.*, 8418/3/208.

29. Lettre de Litvinov et Sabanin (NKID) au Sovnarkom, 20 novembre 1926, *ibid.*, 5446/8/320.

des allers et venues de part et d'autre de la frontière. Elles comportent de nombreuses fonctions de protection de la zone-frontière et de ses habitants. Ils sont ainsi chargés d'assurer « le maintien de l'ordre révolutionnaire dans la zone-frontière de 22 km », « la défense de la population frontalière face aux attaques armées », « la surveillance contre le pillage des richesses de nos eaux dans les limites de la zone frontière maritime<sup>30</sup> ». Les précisions sur les droits et les devoirs des gardes-frontières dans la zone rappellent à certains égards les anciennes prérogatives féodales : le droit de patrouiller à cheval ou à pied, de dresser des embuscades est accompagné de consignes pour éviter de fouler ou piétiner les champs cultivés, sauf en cas de course poursuite ; le port d'armes est accompagné de la règle de tirer le moins possible (deux « *stoj* » et un coup en l'air sont censés cependant suffire à arrêter le fuyard avant de tirer)<sup>31</sup>. Les gardes-frontières (une trentaine par poste) sont donc à la tête d'une sorte de domaine d'environ 22 000 hectares<sup>32</sup>. Amenés à vérifier les identités, à mener des perquisitions et des interrogatoires mais aussi à aider aux moissons et à participer aux fêtes locales, les gardes-frontières développent avec les habitants frontaliers une relation d'intimité intimidante, celle de protecteurs familiaux autant que supérieurs.

Quels sont les hommes – pas de trace de femmes – que l'on sélectionne pour ces tâches ? Le mode de sélection des gardes-frontières tend dès le début à éviter une trop grande proximité avec les habitants de la frontière. Recrutés par le biais du service militaire, les conscrits qui vont aller servir sur la frontière proviennent des régions intérieures de la RSFSR, sont alphabétisés et si possible communistes.

En 1925, une commission d'inspection apporte des éléments statistiques sur la composition des régiments de gardes-frontières<sup>33</sup>. Ceux de Pskov et de Kingissep sont présentés comme exemplaires avec une composition sociale à 60 % paysanne et 30 % ouvrière, 95 % de Russes et 100 % des recrues alphabétisées. Le seul écart entre le commandement et la troupe porte sur l'appartenance au Parti, très forte dans le premier cas (72 %) et très faible dans le second (14 %). Les régiments d'Ukraine ont davantage de gardes-frontières sans parti (90 %) et de

---

30. Položenie ob ohrane gosudarstvennyh granic Souza SSR, 16 mai 1927, *ibid.*

31. *Ibid.*

32. Un poste-frontière contrôle au milieu des années 1920 une dizaine de km de frontière et la zone frontière est de 22 km, soit une superficie de 220 km<sup>2</sup>. Il s'agit bien sûr d'une moyenne, les écarts étant très importants d'un secteur frontalier à l'autre.

33. Rapport de l'inspection militaire du Commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne sur la garde de la frontière dans la région militaire de Leningrad, 6 avril 1925 ; données sur les 3651 conscrits nés en 1902 et appelés à l'automne 1924 dans la garde frontière du GPU d'Ukraine, GARF, 374/28/748, p. 29 et p. 138-139.

paysans (80 %). Les conscrits proviennent de trois régions russes de l'intérieur et aucun n'est ukrainien. Comme ceux de Pskov et Kingissep, ils savent lire et écrire même au sein des contingents paysans. Cependant, il est difficile d'évaluer ce que signifie lire et écrire dans les commissions de recrutement de l'armée. Quand on constate ensuite les récriminations sur le terrain, l'on se dit malgré tout que leur niveau de lecture reste limité et que le recrutement n'a pas toujours répondu à ces critères d'alphabétisation. Les pouvoirs locaux se plaignent en effet parfois de l'incapacité pour les gardes-frontières de lire correctement les documents présentés par la population. Par ailleurs, si selon ces données, les Russes sont presque seuls à être envoyés servir dans les gardes-frontières ukrainiens – dans le gouvernement d'Odessa, il y a une poignée de juifs et de biélorusses –, sur place, il y a bien des soldats ukrainiens et tatars – en témoignent la demande faite de recevoir des journaux en ukrainien et tatar pour les gardes-frontières – : il semblerait que ce soit des volontaires, chaque régiment possédant un quota de recrutement de volontaires parallèlement à la conscription.

Dans les années 1920, les programmes de construction de casernes et de postes frontières pour les nouveaux secteurs frontaliers et de rénovation de ceux-ci sur l'ancienne frontière visent à placer les gardes-frontières à l'écart de la population et à faire cesser le scandale de gardes-frontières nourris et logés par les habitants, ce qui avait tendance à favoriser bien sûr toutes les compromissions<sup>34</sup>. Un débat existe par ailleurs dans la deuxième moitié des années 1920 pour savoir si les gardes-frontières sont à leur place dans les cellules locales du Parti où leur activisme stimule celui des membres locaux ou bien s'il vaut mieux organiser des cellules de gardes-frontières, comme on a dans l'armée des cellules de soldats<sup>35</sup>. La réponse n'est pas simple car elle dépend du rôle que l'on veut attribuer au garde-frontière. Il y a en effet une tendance au sein des administrations locales à considérer les gardes-frontières comme des auxiliaires précieux du progrès et de la civilisation. C'est particulièrement vrai sur les frontières asiatiques de l'URSS où les gardes frontières aident aux travaux des champs, servent de pompiers auxiliaires, etc.<sup>36</sup> Mais cela l'est également sur les frontières occidentales, en particulier dans le domaine politique et culturel. En retour, la collaboration de la population est sollicitée dès les années 1920 pour aider à l'arrestation des contrebandiers et des espions.

---

34. Voir par exemple, lettre d'Unšliht, 29 juillet 1922, RGASPI, 17/84/393.

35. Rapport sur la garde de la frontière dans la région militaire de Leningrad, 6 avril 1925, GARF 374/28/748, p. 30.

36. Réunion du Presidium du TsIK, avril 1931, GARF, 3316/64/1132.

Émerge des textes administratifs une image spécifique de la frontière. La frontière est une barrière humaine constituée des épaules des gardes-frontières de constitution solide et dont la taille doit dépasser 1 m 55<sup>37</sup>. Ces nouveaux chevaliers garants de l'ordre frontalier mais aussi porteurs de la civilisation soviétique agissent à l'intérieur d'un périmètre (la zone frontière) qui fait le tour et délimite ainsi le pays à protéger des incursions de toutes sortes. Certes, sur le terrain, les approximations dominent, l'image qui ressort du discours se brouille. Il n'empêche. L'image est relayée par la propagande. L'humanisation de la frontière est particulièrement visible dans les photographies et les affiches de propagande des années 1930 où la borne frontière au milieu des champs, comme l'arc frontalier sous lequel passe la route ou la voie de chemin de fer, ne sont jamais montrés sans la présence au premier plan d'un garde-frontière.

#### LE TAMIS DE LA FRONTIÈRE, 1917-1934

La frontière dans les années 1920 est un lieu de grande porosité. Les allers et venues sont nombreuses, conséquence de l'extraordinaire chaos engendré par l'effondrement de l'Empire russe et les conflits de la guerre civile. Les confins du pays ne sont pas sous contrôle. Ainsi, en août 1921, le Comité central du Parti d'Ukraine alerte Moscou : atmosphère de pogroms, désertions, contrebande massive de pain, de chevaux, de bétail, banditisme qui fait craindre pour la collecte de l'impôt sur la rive droite du Dniestr<sup>38</sup>. Des réfugiés rentrent chez eux avec ou sans l'autorisation des autorités compétentes. Les blancs et les rouges fuient en sens inverse les avancées révolutionnaires et contre-révolutionnaires en particulier en Ukraine, en Finlande et dans les Pays Baltes mais aussi dans le Caucase. La géographie reste instable. Après les traités de paix signés en 1920-1921, le contrôle de la situation s'améliore. Les gouvernements organisent les rapatriements et ce chassé-croisé dure jusqu'en 1924 [Baron, Gatrell, 2004]. Quelques exemples donnent une idée des flux. 5 400 citoyens finlandais rapatriés sont répertoriés au camp de Kellomiaki où s'organise la quarantaine à 12 km du poste frontière de Raiaioki, tandis que plus de 6 000 citoyens russes partent dans l'autre sens [Nevalainen, 2005, p. 199, p. 207].

---

37. Les critères physiques sont mentionnés dans un rapport de l'inspection des troupes des gardes-frontières de l'OGPU en Ukraine, 23 avril 1925, *ibid.*, 374/28/748.

38. Télégramme chiffré de Kon, secrétaire du CC du PC d'Ukraine à Molotov, 13 août 1921, RGASPI, 17/84/205.

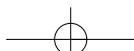
Entre 1918 et 1924, 350 000 réfugiés retournent dans la Lituanie désormais indépendante, la plupart passant par le camp de Obeliai [Balkelis, 2004, p. 76]. 225 000 reviennent en Lettonie avant 1924 tandis qu'environ 60 000 quittent la Lettonie pour la Russie [Baron, Gatrell, 2004, p. 49]. Encore ne s'agit-il là que des flux autorisés. La frontière n'est alors pas difficile à franchir.

La législation soviétique en matière de migrations innove plus que celle des pays alentour. Le droit d'asile d'une part et les lois de dénaturalisation d'autre part sont les deux volets d'une politique où le passage de la frontière joue le rôle d'un tamis. Cette conception implique également le souci de contrôler le franchissement illégal de la frontière qui pourrait remettre en cause l'équilibre politique recherché.

Le droit d'asile en cas de persécutions politiques ou religieuses est inscrit dans la constitution et, au début des années 1920, la Russie accueille au titre de réfugié politique les militants fuyant les échecs révolutionnaires et l'instauration de régimes anticommunistes. Ces réfugiés s'installent bien souvent dans les zones frontières, à partir desquelles ils peuvent agir en direction des pays limitrophes. Ce sont des acteurs majeurs de l'irrédentisme soviétique à l'égard des Moldaves, des Ukrainiens, des Biélorusses et des Finlandais situés de l'autre côté de la frontière [Martin, 2001, p. 8-9].

Les lois de dénaturalisation, dont le caractère collectif est sans précédent, excluent en revanche les citoyens jugés indésirables du corps de la nation et de son territoire [Alexopoulos, 2006, p. 498]. Dès décembre 1921, sont privés de leur citoyenneté tous les citoyens de la Russie tsariste vivant à l'étranger, en particulier tous ceux qui ont quitté sans permission le territoire depuis le 7 novembre 1917. Quitter le pays, c'est être contre. Émigrer, loin d'être la manifestation d'une liberté individuelle, est un acte politique négatif. Comme durant la Révolution française, il y a le souci de contrôler les ennemis qui partent et, dès décembre 1917, il faut un passeport et un visa pour sortir de Russie. En 1922, Lénine propose l'exil pour les chefs socialistes révolutionnaires et le code pénal de la RSFSR, publié en mai 1922, inclut cette peine de l'exil [Felštinski, 1991, p. 24]. Encore en 1929, Trotski est expulsé d'URSS. Même si les bolcheviks utilisent l'exil comme moyen de répression, le départ des opposants politiques reste de leur point de vue un pis-aller car les émigrés peuvent continuer à nuire de l'autre côté de la frontière.

La logique politique du tamis nécessite par ailleurs une surveillance des entrants illégaux. La directive adressée le 18 avril 1919 par le NKID au commissaire frontalier de Beloostrov sur la frontière finlandaise demande que toute personne entrant sur le territoire soit retenue



en attendant d'obtenir des renseignements sur elle<sup>39</sup>. Le 21 mars 1921, une entrée illégale peut être passible d'une peine de prison. L'année suivante, un article du code pénal de la RSFSR et des autres républiques est consacré au passage illégal de la frontière (article 98 du code pénal de la RSFSR en 1922, article 84 de celui de 1926). Il prévoit une amende maximale de 500 roubles or ou une peine pouvant aller jusqu'à 6 mois de travaux forcés, ce maximum est porté à un an en 1926. Dans les textes, cela ne concerne cependant pas l'étranger qui, passant la frontière sans papiers, est un réfugié.

La logique du tri est enfin très présente dans la pratique des amnisties individuelles et collectives. Le NKID détaille en 1923 les étapes nécessaires pour réintégrer la mère patrie lorsque l'on est un citoyen russe parti illégalement à l'étranger après 1921<sup>40</sup>. Une autocritique est nécessaire auprès des autorités consulaires qui mènent un véritable interrogatoire avant de donner leur avis. Le dossier est alors transmis au département étranger de l'OGPU pour enquête. Outre le certificat d'entrée en URSS, le requérant passible de poursuites pour avoir quitté illégalement le pays doit obtenir du gouvernement une amnistie. 722 dossiers sont passés devant la commission chargée de statuer sur les amnisties individuelles jusqu'en 1927 dont 443 ont été acceptés<sup>41</sup>. L'entrée ou la réintégration sur le territoire est ainsi le signe fort d'une adhésion politique. Les amnisties collectives promulguées régulièrement permettent de faire rentrer au pays, en les triant, ceux qui se sont amendés. La dernière grande amnistie des années 1920 est celle du 2 novembre 1927, à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre. Elle annule le délit de franchissement illégal de la frontière pour les émigrés partis de Russie depuis 1921 s'ils sont ouvriers, n'ont franchi qu'une seule fois la frontière et n'ont jamais eu affaire à la justice<sup>42</sup>. L'accession rapide et facile à la citoyenneté soviétique est par ailleurs fortement encouragée pour les immigrants comme gage de loyauté à leur patrie d'accueil.

La garde de la frontière est censée assurer sur le terrain le bon fonctionnement du tamis. Il s'agit de ne rien laisser filtrer qui ne soit conforme. Dans le règlement de 1927 sur la garde de la frontière, la surveillance politique de la frontière est ainsi définie : « la lutte contre

---

39. Archives d'État de la région de Leningrad à Vyborg (LOGAV), 3435/1/5.

40. Circulaire du département économique et juridique du NKID aux polpreds de la RSFSR à l'étranger, GARF, 3316/64/658, p. 5.

41. Note de la commission des affaires d'amnistie individuelle du Presidium du TsIK, 8 février 1928, *ibid.*, p. 3.

42. Extraits du protocole de la réunion du secrétariat du TsIK et note explicative, 14 septembre 1928, *ibid.*, p. 23-18.

toute tentative d'entrée illégale dans les limites de l'Union de littérature, d'armes, etc., et la lutte contre le passage de la frontière dans le but de commettre des actes contre-révolutionnaires<sup>43</sup>. » Comme dans toutes les polices des frontières, le métier est de lutter contre les entrées illégales sur le territoire et les passages de frontière qui peuvent nuire aux intérêts de l'État.

La production administrative qui rend compte de l'activité des gardes-frontières soviétiques adopte dès le début des années 1920 un ton idéologique évident. Dans les rapports, on a le décompte des espions, des contre-révolutionnaires et des diversionnistes et saboteurs. Mais la pratique quotidienne de la surveillance de la frontière est assez éloignée des schémas de l'encerclement capitaliste. Entre janvier 1924 et avril 1925, selon les chiffres du ministère de la Justice, les collèges spéciaux de l'OGPU devant lesquels passent les affaires « politiques » ont condamné 715 personnes pour passage illégal de la frontière et 627 personnes pour contrebande [cité dans Werth, 2001, p. 402]. Cela reste somme toute limité en regard de l'importance des passages.

Alors qu'une immigration de travail légale et sélective se développe, en réponse aux besoins de l'économie soviétique sous la NEP, les reconduites à la frontière des immigrants clandestins signifient surtout le refus de prendre en charge des personnes démunies. De même les restrictions au départ dans les années 1920, outre d'être le fait des lenteurs administratives, relèvent très souvent de considérations pragmatiques : refus de voir partir des spécialistes dont l'économie soviétique a besoin, refus de laisser sortir des biens et des devises [Chandler, 1998, p. 46].

Le mélange de contrôle politique et de réflexes protectionnistes est bien mis en valeur dans le témoignage de Kondratiev, ancien garde-frontière sur la frontière biélorusse : « j'ai servi comme chef de poste-frontière à partir du 24 juillet 1924 dans le 13<sup>e</sup> régiment à Kojdanovo. Il y avait beaucoup de *perebežčiki*, ils passaient par dizaines. Certains jours jusqu'à cent personnes. On les emmenait. À la commandature, il y avait l'adjoint du commandant chargé du secteur secret-opérationnel. Il menait la vérification. Ensuite, en général, on les prenait et on les reconduisait en Pologne. Quelques-uns étaient choisis et envoyés à Minsk. Mais les autres, notre gouvernement ne voulait pas les prendre. Dans le pays, il y avait la famine, la ruine. Nous savions déjà où les Polonais faisaient leurs patrouilles et où se trouvaient leurs piquets. On

---

43. Règlement sur la garde de la frontière d'État de l'URSS, 16 mai 1927, GARF, 5446/8/320.

essayait de faire que les *perebežčiki* en repartant ne soient pas attrapés. On les envoyait dans une zone sûre<sup>44</sup>».

Le refus de s'encombrer de réfugiés nécessiteux, sauf si ce sont des nationaux, se retrouve également dans les États limitrophes [Baron, Gatrell, 2004]. La reconduite à la frontière prend là aussi rarement la forme légale d'une remise aux mains des autorités soviétiques. Selon les documents de la Sûreté finlandaise, les gardes-frontières soviétiques refusaient d'ailleurs de reprendre ceux qui étaient partis illégalement d'URSS et de signer un quelconque papier. Le retour sur le sol soviétique se faisait dès lors de manière non officielle. Les gens de la Sûreté ou de la police locale avec l'aide des gardes-frontières finlandais conduisaient l'expulsé là où il était le plus facile de repasser la frontière dans l'autre sens sans se faire prendre [Nevalainen, 2003, p. 83].

La lutte contre les contrebandiers débouche également sur des pratiques répressives différenciées. La contrebande organisée, qui provoque des altercations armées entre les gardes-frontières et les partis de contrebandiers, est combattue politiquement. D'ailleurs, en 1926, les affaires de violences à l'encontre des gardes-frontières et celles de contrebande armée sont dorénavant prises en charge par les collègues spéciaux de l'OGPU selon les méthodes plus expéditives de la répression administrative [Plehanov, 2006, p. 135]. L'indulgence domine en revanche lorsqu'il s'agit de petite contrebande. Celle-ci est massive : un rapport de l'Inspection ouvrière et paysanne décompte par exemple 7 000 contrebandiers interpellés sur la frontière d'Ukraine en 1924<sup>45</sup>. Pour en venir à bout, les autorités tablent sur une amélioration de la situation économique des zones-frontières et sur la pédagogie. Les gardes-frontières de la région militaire de Leningrad prennent part à 243 réunions de paysans durant l'année 1924 où l'on discute des moyens de lutter contre la contrebande<sup>46</sup>.

À partir de 1927, le passage de la frontière vers l'étranger n'a plus le même sens du point de vue des autorités soviétiques. L'émigration engendrée par la révolution et la guerre civile est considérée comme une affaire terminée et les visas de sortie sont désormais rarement octroyés. La perception des émigrés comme armée de réserve antisoviétique sur la frontière occidentale pèse lourd. Le durcissement se nourrit aussi du regain des tensions entre l'URSS et l'Europe qui fait craindre une nouvelle intervention militaire. Les défections de

---

44. Témoignage de Petr Sergeevic Kondrat'ev né en 1903, A. L. Zaerko, *Krovavaâ granica*, 1919-1939, Minsk, 2002, p. 93-94.

45. GARF, 374/28/748.

46. Rapport sur la garde de la frontière dans la LVO, 6 avril 1925, *ibid.*, p. 28.

fonctionnaires soviétiques à l'étranger qui monnaient leurs informations sur le système soviétique auprès des services de renseignements occidentaux (Bessedovsky par exemple) n'arrangent rien. Au début des années 1930, sur 3 000 demandes déposées pour partir en Finlande et acceptées côté finlandais, seules 350 aboutissent à l'obtention du visa de sortie [Nevalainen, 2005, p. 348].

Par ailleurs, au début des années 1930, dans le bouleversement engendré par le grand tournant stalinien, les fuites hors d'URSS changent de nature. Les paysans habitant les zones frontalières fuient à l'étranger, pour échapper à la dékoulakisation. Iagoda, chef adjoint de l'OGPU, décrit le 1<sup>er</sup> mars 1930 les nombreuses tentatives d'émigrer en masse à l'étranger de ceux qu'il appelle les « éléments bandits koulaks », qui emportent le grain, protégés par des groupes armés<sup>47</sup>. Les gardes-frontières sont à ce moment-là des auxiliaires de la répression. En mars 1930, au pic des mouvements de résistances, leur nombre est augmenté de 2 000 hommes<sup>48</sup>.

Les fuites de soldats inquiètent encore davantage. Elles témoignent des liens existant de part et d'autre de la frontière et débouchent en cas de réussite sur la divulgation de données secrètes. Partir avec des informations secrètes reste en effet l'un des meilleurs moyens pour ne pas être soupçonné d'être un agent communiste et éviter une reconduite immédiate à la frontière. Rapporté au chiffre des désertions, celui des fuites à l'étranger reste cependant infime. Au vu des données parcellaires du collège militaire du tribunal suprême, il y aurait eu 20 fuites de soldats pour 1 116 désertions en 1930, 21 pour 1 659 en 1931<sup>49</sup>. Entre mai et septembre 1933, 39 fuites individuelles ou collectives ont été déjouées dans les régions militaires de Leningrad, de Biélorussie et d'Ukraine, tandis que six ont été couronnés de succès<sup>50</sup>. Dans les jugements des tribunaux militaires de la garde frontière et des troupes intérieures de l'OGPU de Biélorussie et d'Ukraine, on a plusieurs affaires de soldats qui, après avoir fait leur service dans les gardes-frontières, s'engagent, ayant sans doute déjà l'intention d'en profiter pour s'enfuir<sup>51</sup>.

---

47. *Ibid.*, 8418/4/44, p.6.

48. *Ibid.*, 51.

49. Panorama (*obzor*) de l'état des crimes, de la politique judiciaire et de la légalité révolutionnaire dans l'Armée rouge pour 1931-1932, *ibid.*, 9474/42/370, p. 33.

50. Rapport du secteur spécial de l'OGPU sur les faits négatifs dans l'Armée rouge pour mai-juillet 1933 et pour août-septembre 1933, Archives d'État russes militaires (RGVA), 9/36/476.

51. Dossier de E. pour tentative de passage de la frontière (selon articles 170 « b » et 66 du code pénal de BSSR), dossier de K. pour espionnage (selon article 206-24 du code pénal de USSR), année 1934, GARF, 9474/42, 396 et 400.

Dans ce contexte, le départ à l'étranger devient synonyme de trahison de la patrie. Présentée sous la forme de compléments apportés à la loi sur les crimes d'État, la résolution du Bureau politique du 9 juin 1934 définit la trahison de la patrie et en décline les modalités : « espionnage, divulgation de secrets militaires ou de secrets d'État, passage du côté de l'ennemi, fuite ou passage à l'étranger. » Y est posée avec force l'équivalence entre le passage du côté de l'ennemi et le passage de la frontière. La pratique des collèges militaires des tribunaux avait en quelque sorte préparé le terrain, en associant trop souvent l'article 58-6 (espionnage) au traditionnel article 84 sur le passage illégal de la frontière<sup>52</sup>. Dorénavant, partir à l'étranger sans papiers est passible de 10 ans de camp et de la confiscation de tous ses biens, voire puni de la peine capitale. Les personnes visées en priorité sont les militaires. Un système dissuasif de représailles est prévu. En effet, les camarades de régiment et la famille sont responsables pénalement de la fuite. Ils risquent 5 à 10 ans de camp. En cas de méconnaissance totale des intentions du fuyard, la peine est ramenée pour la famille à 5 ans de déportation en Sibérie avec privation des droits civiques<sup>53</sup>.

Ainsi le départ de citoyens soviétiques de plein droit est perçu comme une trahison, une désertion, d'autant que, depuis le grand tournant, tous les citoyens soviétiques travaillent pour la collectivité et se doivent de rester loyaux à l'égard de l'État.

Dans le sens des entrées, le tri au passage de la frontière perdure encore jusqu'en 1935. Il se fait cependant particulièrement sélectif et la suspicion à l'égard des intentions des étrangers qui passent la frontière est déjà très forte. Avec le lancement du premier plan quinquennal, il entre légalement en URSS un grand nombre d'ouvriers qualifiés, de techniciens et d'ingénieurs. En 1932, 40 000 étrangers (ouvriers, spécialistes et leurs familles) vivent en URSS [Žuravlev, 2000, p. 25-31]. Mais la porte est en revanche à peine entrouverte pour ceux qui y frappent sans avoir été sélectionnés à distance par les consulats. Du fait de la crise économique et du chômage qui touchent l'Europe orientale, il existe un mouvement assez conséquent d'immigrants clandestins aux frontières. Lorsqu'ils sont acceptés, ils sont le plus souvent envoyés en Asie centrale ou en Sibérie pour travailler avec assignation à résidence.

Le mirage communiste fonctionne bien parmi les jeunes de la minorité biélorusse de Pologne orientale. Un adolescent à l'époque se souvient : « J'avais un ami à Kučkuny, Prokopovič. Il était bûcheron dans

---

52. Dossiers individuels du collège militaire du tribunal suprême, *ibid.*, 9474/42, *passim*.

53. *Lubianka. Stalin i VČK-GPU-OGPU-NKVD, ânavar' 1922 – dekabr' 1936. Dokumenty*, Meždunarodnyj fond, Moscou, 2003, p. 531.

la forêt de Javickij et il avait une radio. On allait la nuit. On se réunissait – on captait les émissions en ondes courtes qui venaient de Russie. On allumait et on écoutait. En Russie, on pouvait gagner 28-30 roubles par mois et le poud de pain coûtait là bas quelques kopeks. Pourquoi alors ne pas travailler ? On pouvait étudier en Russie – étudie seulement ! Si tu en as envie. Tout cela était transmis à la radio. Voilà ce qui nous poussait tous<sup>54</sup>. » Entre 1929 et 1933, et tout particulièrement durant l'automne 1931, la garde de la frontière interpelle quotidiennement des illégaux qui veulent venir travailler en URSS. Les émissions de radio finlandaises faites à Leningrad et à Petrozavodsk influent fortement sur les travailleurs au chômage de la zone frontière. 7 200 immigrants finlandais tentent d'entrer en URSS pour la seule année 1932. Dans certains districts de Finlande, cela devient une forme de « sport » très prisée par la jeunesse, une aventure. Le très fort anti-communisme des pays limitrophes pousse également les sympathisants ou les militants communistes à chercher refuge en Union soviétique.

Les immigrants une fois passés la frontière se rendent le plus souvent d'eux-mêmes au poste-frontière en se présentant comme réfugiés. Ils sont alors mis sous les verrous avant d'être soumis à vérification. Même sympathisant communiste, un étranger est toujours considéré comme suspect. Lorsqu'il s'agit de réfugiés communistes, il est le plus souvent demandé au Parti communiste du pays d'origine des renseignements sur eux. D'ailleurs, le nombre des émigrés ayant le statut de réfugié politique s'il passe de 700 en 1933 à environ 4 000 à la veille de 1937 paraît limité dans le contexte de montée du fascisme et des régimes réactionnaires en Europe. Pour les entrants illégaux, les amendes, les peines avec sursis, les incarcérations provisoires et les reconduites à la frontière s'avèrent des moyens insuffisamment dissuasifs et l'entreprise réussit bien souvent à la deuxième ou troisième tentative [Nevalainen, 2005, p. 325].

À partir de 1934-1935, les flux se réduisent considérablement à la frontière occidentale de l'URSS. La conjoncture a changé, les régimes de l'Europe orientale ont durci leurs politiques migratoires, mais surtout, les autorités soviétiques, après l'assassinat de Kirov, s'emploient à rendre la frontière totalement étanche, à rompre les liens humains qui existaient de part et d'autre. Fin 1934, il s'agit d'empêcher « les éléments terroristes gardes blancs » campés sur la frontière occidentale de nuire. Même les diplomates soviétiques, à peine entrés à la Société des nations, s'y emploient, en essayant d'intégrer au projet de convention

---

54. Zaerko, *op. cit.*, p.97, interview de Ivan Petrovič Samokhval né en 1919, district de Stolbcov, village de Zasul'e.

internationale contre le terrorisme alors proposé par la France un droit d'extradition élargi qui permettrait à l'URSS de récupérer les émigrés les plus remuants [Dullin, 2001, p. 234-235].

C'est dans ce contexte que la zone frontière, d'un lieu de passage, devient un bout du monde.

#### LA ZONE-FRONTIÈRE COMME BOUT DU MONDE

Depuis le début des années 1930, les déplacements forcés de population et les opérations de déportation ont vidé les zones frontières d'une part considérable de leurs habitants jugés hostiles au pouvoir soviétique ou insuffisamment fiables pour y résider [voir Ken, Werth dans le même ouvrage]. À l'inverse, des Soviétiques choisis pour leur dévouement y sont installés afin de consolider les zones frontières perçues comme vulnérables. Le remodelage en profondeur par les migrations forcées a touché toute l'URSS dans les années 1930. Mais cette forme brutale d'aménagement du territoire [Polian, 2001] a eu un impact particulièrement visible dans les zones frontières.

Qui sont les nouveaux habitants de la frontière ? Dans le contexte de la dékoulakisation, en avril 1930, on décide d'y envoyer des kolkhoziens soldats bénéficiant de conditions avantageuses d'installation et d'un certain nombre de privilèges. Fin 1932, en RSFSR, 56 kolkhozes de soldats sont répartis dans les zones frontières de la région occidentale, de la région de Leningrad et la République autonome de Carélie. 1 467 familles de soldats démobilisés y sont installées<sup>55</sup>. En Ukraine, en 1933, il y a 45 kolkhozes parrainés par 20 divisions ou régiments. Ces nouveaux cosaques doivent aider à la « reconstruction socialiste du village en Ukraine », « prêter main forte à l'entreprise d'épuration des kolkhozes ». Dans le district de Korosten'skij en Ukraine, le kolkhoze Lénine de Krasnopol a sur 99 familles 43 familles de soldats en avril 1933<sup>56</sup>.

Mais c'est surtout à partir de 1935 que les habitants des zones frontières sont confrontés à des campagnes de répression, des opérations collectives de déplacements forcés vers les régions intérieures, des inspections, des vérifications permanentes, des expulsions. Les populations cibles sont connues : repris de justice, personnes privées de droits civiques, anciens soldats de l'armée tsariste ou des armées blanches, anciens serviteurs du culte ou anciens policiers, dékoulakisés ainsi que l'ensemble de leur parenté. S'y ajoutent les personnes ayant de la

---

55. RGVA, 9/36/465.

56. *Ibid.*, 465, 478.

famille à l'étranger. Les minorités nationales sont ainsi particulièrement visées. Il faut cependant souligner que des mesures de déplacement de certaines catégories de populations ont également eu lieu dans les pays limitrophes. Ainsi, en Pologne, afin de saper l'influence communiste et les infiltrations soviétiques, les anciens militants de gauche, les intellectuels biélorusses et ukrainiens, les membres des coopératives et les instituteurs doivent quitter la zone frontière<sup>57</sup>. Cela se fait cependant sur une échelle moindre et sans la brutalité des méthodes soviétiques.

À leur place, des familles de volontaires s'installent pour renforcer la frontière. Parmi les 4 000 familles venues s'installer au printemps 1935 dans la région polonaise frontalière de Maršlevsk, il y a cependant bien des désillusions et l'angoisse de vivre dans des fermes isolées en pleine forêt, eux qui viennent des villages ouverts de la steppe [Brown, 2004, p. 141]. Pour éviter le retour ou l'infiltration de nouveaux éléments indésirables, la résolution du 17 juillet 1935 durcit les règles d'entrée et de résidence dans les zones frontalières et les zones interdites qui longent la frontière<sup>58</sup>. Le contournement de ces règles drastiques entraîne une condamnation à une peine de camp entre un et trois ans. Il est désormais interdit de vivre à moins de 500 mètres de la frontière et les routes doivent y être fermées à la circulation. En Biélorussie, 887 familles sont ainsi déplacées fin 1935 vers l'intérieur<sup>59</sup>. Toutefois, il y a dans les zones frontalières une certaine force d'inertie des autorités locales. Ainsi, les villages frontaliers de l'*okrug* de Kingissep sur la frontière estonienne sont rappelés à l'ordre par le département spécial du comité exécutif et le chef du régiment des gardes-frontières début 1937 pour n'avoir pas porté une attention suffisante à la résolution du 17 juillet 1935. Celle-ci est alors affichée, dans tous les lieux publics de l'*okrug* et tous les responsables locaux (présidents des soviets ruraux, présidents de kolkhozes, directeurs d'entreprises) sont sommés de vérifier leurs administrés et leur personnel<sup>60</sup>.

Par ailleurs, la zone frontière s'élargit : 100 km sur la frontière de l'Estonie et de la Lettonie, 50 km en Carélie et dans la région de Mourmansk. Chaque élargissement de la zone frontière implique de nouveaux chassés-croisés de population. Le 5 mars 1938, le Bureau politique redélimite en l'élargissant la zone interdite en Ukraine<sup>61</sup>. Un

---

57. Rapport de la direction de l'espionnage du corps des gardes-frontières de Pologne, 1933, archives spéciales, RGVA, 356/2/4.

58. GARF, 5446/16a/1324.

59. Protocole du PB n°36, point 70, RGASPI 17/162/22 ; résolution du 29 décembre 1935, GARF, 5446/18a/210.

60. LOGAV, 1913/4/1.

61. Protocole du PB n°59, annexe au point 66, RGASPI, 17/162/22.

projet similaire est discuté pour la Biélorussie durant l'année 1938<sup>62</sup>. La frontière se militarise aussi. En 1938-1939, les camps d'entraînement militaire, les fortifications, les polygones d'artillerie entraînent encore des déplacements de kolkhozes en particulier sur l'isthme de Carélie et en Crimée<sup>63</sup>. Les départs sont plus nombreux que les arrivées.

L'établissement de la zone interdite freine considérablement les possibilités déjà réduites de circulation aux frontières. Pour les marins de passage par exemple, les documents d'identité doivent dorénavant comporter une photographie. À l'arrivée dans le port, ceux-ci doivent être remis en échange d'une autorisation spéciale par le capitaine, rendu responsable de son équipage<sup>64</sup>. En septembre 1935, la délivrance au niveau local par les consulats et les ambassades soviétiques de visas de transit est restreinte. Les catégories pour lesquelles cela est impossible sont les ressortissants des pays jugés ennemis (italiens, japonais, yougoslaves, bulgares, hongrois et albanais) et les éléments socialement suspects (officiers, serviteurs du culte, journalistes, personnes qui ont déjà essuyé un refus de visa). Les représentants d'entreprises étrangères qui doivent venir en URSS pour des négociations commerciales doivent à chaque fois faire une demande de visa à Moscou où l'autorisation des Affaires étrangères est d'abord validée au NKVD<sup>65</sup>. Ces nouvelles règles posent de nombreux problèmes aux diplomates. En effet, elles remettent en cause les règlements et les conventions bilatérales qui organisaient depuis les années 1920 les liens transfrontaliers. Ainsi Stomoniakov, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, s'énerve le 5 mai 1936 auprès de Molotov des semonces du NKVD à l'adresse de l'ambassade soviétique en Pologne et du consulat d'URSS à Kars qui n'appliquent pas le règlement. Il souligne en effet qu'étant donné le nombre de personnes traversant constamment la frontière (en particulier les cheminots et les postiers), la règle n'est pas applicable et qu'il faut en exempter tous les allers et venues prévus par les conventions transfrontalières<sup>66</sup>.

Le durcissement du régime frontalier précède chronologiquement le durcissement face à l'immigration illégale punie à partir du 4 octobre 1936 d'une peine équivalente de un à trois ans de camp (modification de l'article 84). Vyšinskij en personne s'était étonné le 27 août 1936 que l'entrée illégale dans la zone frontière fût plus sévèrement punie

62. GARF, 8418/22/561.

63. *Ibid.*, 8418/23/317 et 762.

64. Résolution du 28 juin 1935 (qui modifie celle du 23 novembre 1926), lettre de Krestinskij et Sabanin à Iagoda, 25 mai 1935, *ibid.*, 5446/16a/1329.

65. Règlement de délivrance de visas locaux par les organes du NKID aux citoyens étrangers, *ibid.*, 5446/18a/871

66. *Ibid.*

que l'entrée illégale sur le territoire<sup>67</sup>. C'est alors qu'est supprimée l'exemption de poursuites pénales pour tous les citoyens étrangers entrant sans papiers mais susceptibles de bénéficier du droit des réfugiés prévu par la Constitution<sup>68</sup>. Plus personne ne peut ainsi se présenter à la frontière de l'URSS pour demander refuge, sans en avoir fait la demande en bonne et due forme auparavant. Le *leitmotiv*, en cette période d'espionnage généralisée, est d'éviter la venue sur le territoire de « personnes indésirables<sup>69</sup> ».

En février 1938, le Comité central, arguant du fait que « les services de renseignement étrangers jettent en URSS leur réseau d'agents d'espionnage et de diversion en priorité sous le couvert des réfugiés qui chercheraient en URSS un soi disant refuge politique et de meilleures conditions matérielles à cause du chômage, des déserteurs de l'armée ou de la garde frontière, des réémigrants et des émigrants » décrète la pénalisation complète du phénomène de l'immigration illégale :

« 1. Demander au NKVD d'arrêter immédiatement tous les réfugiés qui ont été interpellés sur la frontière, quel que soit le motif de leur passage sur le territoire de l'URSS et de les soumettre à un interrogatoire minutieux.

2. Ceux soupçonnés de trahison passent au tribunal militaire avec exécution obligatoire.

3. Ceux qui semblent ne pas avoir de mauvaises intentions. Examen de leur dossier par les conférences spéciales du NKVD. 10 ans de prison<sup>70</sup> ».

Ces mesures de répression administrative sont, comme dans beaucoup d'autres secteurs de la vie stalinienne, extrêmes : 10 ans de prison pour quelqu'un qui n'a pas « de mauvaises intentions », c'est beaucoup ! Elles visent à dissuader les gens de passer la frontière, à un moment où les opérations nationales déciment les minorités, en particulier les réfugiés installés dans les zones frontières.

Dans la deuxième moitié des années 1930, la bonne frontière devient ainsi une frontière que l'on ne passe pas. La trouée entretenue par les gardes-frontières est désormais visible, les fils de fer barbelés barrent le passage aux endroits vulnérables. La sacralisation de la fermeture de la frontière va de pair avec l'importance croissante accordée à partir de 1935 au garde-frontière qui est de plus en plus un professionnel.

---

67. *Ibid.*, 859.

68. Projet de décret sur les modifications à apporter à l'article 84, 27 août 1936, *ibid.* ; décret du TsIK et du SNK, RGASPI, 17/3/981.

69. Lettre de Iagoda à Molotov, 19 juin 1935, GARF, 5446/16a/1329.

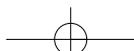
70. RGASPI, 17/162/22.

Les dossiers biographiques constitués pour les remises de décorations à la fin des années 1930 permettent de connaître le parcours des gardes-frontières exemplaires. Presque toujours célibataires, ils s'engagent après leur service, à 24-25 ans. Ce sont des Russes et, dans une bien moindre mesure, des Ukrainiens d'origine paysanne. Ils n'ont pas de connaissance des lieux dans lesquels ils sont amenés à servir et on les change fréquemment d'affectation. Il n'y a de ce fait pas plus d'enracinement local que dans les années 1920. En revanche, ils restent le plus souvent affectés sur la même frontière. Ils ont gardé de leurs racines paysannes le goût du concret et décrivent de manière extrêmement détaillée leur vie avant la révolution, l'isba, ses objets, les animaux et les instruments agricoles possédés, vendus ou achetés. Ils en ont aussi gardé, malgré les formations ultérieures suivies dans les écoles d'officiers, une orthographe proche du langage parlé auquel elle reste fidèle au point de retranscrire à l'écrit les intonations du parler paysan et ses variations régionales. S'engager après leur service militaire apparaît comme le moyen pour eux de faire carrière dans l'armée et, du fait des circonstances de leur service, cela se fait dans le corps des gardes-frontières. Leur sentiment est, en devenant garde-frontière d'appartenir à la grande famille de l'Armée rouge plutôt qu'à celle de la police politique. Ils suivent les écoles de gardes-frontières à Minsk, Kiev, Kharkov, etc., et gravissent les échelons hiérarchiques. Le grade de sous-lieutenant permet déjà d'être commandant d'un poste-frontière. Au moment de leur service, ils sont souvent komsomols et, quelques années plus tard, quand ils deviennent sous-officiers, ayant acquis les rudiments d'un marxisme-léninisme appliqué, ils entrent au parti. Les termes abstraits de la propagande ont parfois du mal à être assimilés. Ainsi la guerre impérialiste devient sous la plume de Zinoviev, commandant de poste-frontière, qui rédige une autobiographie le 6 août 1936 la « guerre imperéaliste<sup>71</sup> » (*sic*). Certaines autobiographies expriment un total dévouement et la fierté de servir. Vetčinkin raconte ainsi son engagement après ses trois ans de service : « J'ai exprimé le désir de rester pour la vie dans les rangs de l'Armée rouge chez les gardes-frontières<sup>72</sup>. » Quant à Samsonov, c'est le destin, en l'occurrence Staline qui l'a choisi : « Au début de 1938, sur ordre de Staline personnellement on a fait une sélection dans laquelle je me suis retrouvé pour fermer au cadenas bolchevique la frontière<sup>73</sup>. » Le dévouement confine souvent à un fanatisme borné, au souci de faire du chiffre en matière

71. Autobiographie de Ivan Dmitrievič Zinov'ev, *ibid.*, 7523/7/55, p. 206-207.

72. Autobiographie de Kuz'ma Fedorovič Vetčinkin, *ibid.*, 7523/7/26, p. 25-26.

73. Autobiographie de Vladimir Andreevič Samsonov, 24 mai 1940, *ibid.*, 7523/7/131.



d'arrestations d'espions et de saboteurs, ce dont la population frontalière finit toujours par pâtir. Combien d'erreurs derrière les 1 000 espions et saboteurs arrêtés par les gardes-frontières du 17<sup>e</sup> régiment (sur 7 395 interpellations depuis 1924) et qui leur valent d'être décorés de l'ordre du « Drapeau rouge » le 14 février 1936 ?<sup>74</sup>

Peut-on parler d'un consensus entre la population et les gardes-frontières depuis que la zone frontière est devenue un bout du monde replié sur lui-même ? Toute apparition extérieure y devient une manifestation de l'ennemi : « Il y a dans la zone frontière/une loi non écrite :/Nous connaissons tout, nous nous connaissons tous —/Qui je suis, qui tu es, qui il est. »<sup>75</sup>. Un décret du NKVD signé par Ežov autorise en novembre 1938 les gardes-frontières à tirer après une sommation, et sans sommation s'il y a un danger. Partant du principe que seuls les espions et les saboteurs entrent sur le territoire, il est dorénavant considéré comme nocif de leur donner une possibilité d'échapper et de mettre en danger la vie précieuse des gardes-frontières<sup>76</sup>. Par ailleurs, chaque village doit organiser une section volontaire de défense du territoire dans laquelle chacun doit répondre d'un poste de surveillance sur la frontière. Un rapport en février 1937 se plaint cependant du manque de dynamisme des sections de la région de Kingissep, établissant la liste des tire-au-flanc accusés de sabotage de la défense. Sur 86 sections regroupant dans les villages 560 sectionnaires, seules 32 sections constituées de 216 personnes ont fait quelque chose pour la défense<sup>77</sup>.

Malgré les changements dans la zone frontière et un climat politique propice aux peurs irraisonnées – celui de la Grande Terreur –, les relations entre les gardes-frontières et les habitants de la frontière conservent une bonne dose d'ambiguïté. Le culte des gardes-frontières qui se développe à la fin des années 1930 trouve cependant un écho chez les enfants [voir Iliukha dans cet ouvrage] et chez certains habitants terrorisés à l'idée de vivre à l'orée d'un bois ou d'un marais frontière grouillant d'espions et d'assassins.

On aurait pu se dire : quel beau métier que de garder le passage du passé vers l'avenir ! Malgré la présence d'arcs frontaliers et de visiteurs occidentaux émus au passage de cette frontière d'un type nouveau, ce n'est pas cette image là qui s'impose en Union soviétique. Le

74. Le 17<sup>e</sup> (Timkovič) garde la frontière avec la Pologne dans le secteur allant de Āzviny à Anančicy sur le territoire de la RSS de Belorus, *ibid.*, 3316/29/860.

75. Est' v pograničnoj polose / Nepisannyj zakon : / My znaem vse, my znaem vseh - / Kto ja, kto ty, kto on, poésie de Sergej Mihalkov, 1937.

76. Protocole du PB n°65, annexe au point 108, RGASPI, 17/162/24.

77. LOGAV, 1913/4/1.

protectionnisme apparaît plus fort que l'ouverture dans la pratique de la surveillance des frontières puis dans la législation de plus en plus répressive qui en règle la circulation. La garde de la frontière participe ainsi de l'élaboration d'un « autoportrait » [Paasi, 1996, p. 137] de la patrie soviétique à l'écart du reste du monde. La mission universaliste présente dans la révolution d'octobre ne disparaît pas pour autant, mais elle prend la forme d'une supériorité et d'un isolement. La frontière, construction bilatérale du début des années 1920, devient une zone frontière unilatérale à la manière de ce que furent les marches des Empires, un front dont on glorifie les soldats. Dans la sacralisation de cette limite, l'assise territoriale est en effet moins essentielle que les hommes qui la défendent. Lors des annexions soviétiques des années 1939-1940 qui conduisent au déplacement vers l'Ouest de la frontière occidentale de l'URSS, les gardes-frontières joueront les premiers rôles.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALEXOPOULOS G. (2006), « Soviet citizenship, More or Less. Rights, Emotions, and States of Civic Belonging », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, n° 3, p. 487-528.
- BALKELIS T. (2004), « In Search of a Native Realm: The Return of World War One Refugees to Lithuania, 1918-1924 », in *Homelands. War, Population and Statehood in Eastern Europe and Russia, 1918-1924*, Anthem Press, Londres, p. 53-98.
- BARON N., GATRELL P., ed. (2004), *Homelands. War, Population and Statehood in Eastern Europe and Russia, 1918-1924*, Anthem Press, Londres.
- BROWN Kate (2004), *A Biography of No Place. From Ethnic Borderland to Soviet Heartland*, Harvard University Press.
- CHANDLER A. (1998), *Institutions of Isolation. Border Controls in the Soviet Union and its Successor States, 1917-1993*, McGill-Queen's University Press, Montréal & Kingston.
- DULLIN S. (2001), *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Payot, Paris.
- FELŠTINSKI Y. (1991), *K istorii našej zakrytosti. Zakonodatel'nye osnovy sovetskoj immigracionnoj i emigracionnoj politiki*, Terra, Moscou.
- MARTIN T. (2001), *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, Ithaca.
- Na straže granic Otečestva. Istorîâ pograničnoj služby* (1998), Granica, Moscou.
- NEVALAINEN P. (2005), *Ishod. Finskaâ emigraciâ iz Rossii 1917-1939 gg.*, « Kolo », Saint Petersburg.
- NEVALAINEN P. (2003), *Izgoi. Rossijskie bežency v Finlândii 1917-1939*, « Neva », Saint-Petersbourg.
- PAASI A. (1996), *Territories, Boundaries and Consciousness. The Changing Geographies of the Finnish-Russian Border*, John Wiley & Sons, Chichester.

- PLEHANOV A. M. (2006), *VČK-OGPU v gody novoj èkonomičeskoj politiki 1921-1928*, Kučkogo Pole, Moscou.
- POLIAN P. (2001), *Ne po svoej vole... Istorîa i geografiâ prinuditel'nyh migracij v SSSR*, O.G.I, Memorial, Moscou.
- RUPASOV A. I., ČISTIKOV A. N. (2000), *Sovetsko-Finlândskaâ granica, 1918-1938 gg.*, Evropejskij dom, Saint Petersburg.
- TORPEY J. (2005), *L'invention du passeport. États, citoyenneté et surveillance*, Belin, Paris.
- WERTH N. (2001), «L'OGPU en 1924. Radiographie d'une institution à son niveau d'étiage», *Cahiers du Monde russe*, avril-décembre, p. 397-422.
- ŽURAVLEV S. (2000), «Malen'kie lûdi» i «bol'shaâ istorîa». *Inostrancy moskovskogo elektrozavoda v sovetskom obščestve 1920-h – 1930-h gg.*, ROSSPEN, Moscou.

